

guère probable. Ce n'est pas le genre de chose que le NPD peut contempler sérieusement bien longtemps.

M. Gardiner: Ça a bien marché à Chambly.

M. Young (Gloucester): Je viens d'entendre quelqu'un dire que ça avait bien marché à Chambly. J'ai bien hâte que le nouveau député se présente à la Chambre. Ce qui va arriver, comme beaucoup le prévoient maintenant, c'est que nous allons avoir une autre course à la direction du NPD d'ici 18 mois et nous avons bien hâte. Ce sera beaucoup plus drôle que la fois passée.

Mme Hunter: Nous sommes très heureux du chef que nous avons, tout comme les libéraux.

M. Young (Gloucester): Pour en revenir à la question de la députée, une des raisons pour lesquelles nous ne sommes pas prêts à bloquer cette mesure législative sur les régimes enregistrés d'épargne-retraite, c'est que les libéraux sont en faveur de ces régimes. Je veux que cela soit bien clair. Je suis fier d'appuyer les régimes enregistrés d'épargne-retraite.

Mme Hunter: Surtout s'ils profitent aux riches.

M. Young (Gloucester): Nous reconnaissons qu'il y a quelques problèmes dans cette mesure législative dont nous voulons parler en comité, où nous pourrions proposer des amendements et faire des suggestions. De toute évidence, le NPD n'aime pas les régimes enregistrés d'épargne-retraite.

C'est leur problème. Si les néo-démocrates sont contre le fait que les gens puissent épargner pour leur retraite, cela les regarde.

Mme Hunter: Nous n'avons jamais prétendu cela.

M. Young (Gloucester): S'ils sont opposés aux REER, ils devraient alors le dire carrément. Nous nous disons, pour notre part, en faveur des régimes enregistrés d'épargne-retraite.

Mme Hunter: J'invoque le Règlement, monsieur le Président. Selon moi, le député devrait parler pour son parti plutôt que pour le nôtre. Nous pouvons très bien défendre notre position.

M. Young (Gloucester): Nous voulons préciser clairement que nous sommes tout à fait en faveur des REER. Nous souhaitons nous assurer qu'ils sont justes et équitables, et nous entendons proposer des amendements constructifs au comité.

Initiatives ministérielles

Pour ce qui est de la TPS, je tiens à dire que ni au comité ni à la Chambre, nous ne laisserons à d'autres le soin de faire le sale boulot à notre place. C'est ce qui se passe au Comité des finances. Le soi-disant critique financier du Nouveau Parti démocratique, qui est membre du Comité des finances, n'assiste pas à ses travaux. Les députés d'Esquimalt—Juan de Fuca et de Nickel Belt viennent au comité faire les imbéciles, ce à quoi ils excellent.

Je respecte mon collègue de la Saskatchewan, qui est leur critique financier, et mon collègue qui a mené une chaude lutte à la direction du NPD et qui assiste régulièrement aux travaux au comité. Il s'agit de deux députés qui savent comment présenter le point de vue de leur parti dans les formes, mais nous sommes plutôt confrontés à l'incroyable stupidité du spectacle donné par deux députés, dont l'un n'avait jamais siégé au Comité des finances auparavant, qui font tout simplement les imbéciles.

Si les néo-démocrates ne veulent pas prendre au sérieux les régimes enregistrés d'épargne-retraite, cela les regarde. S'ils ne veulent pas que les gens puissent s'exprimer au comité des finances et présenter leurs témoignages, c'est leur affaire.

Chose certaine, nous nous opposerons à la taxe sur les produits et services comme nous le faisons depuis la fin du mois d'août, alors que les néo-démocrates parcourraient le pays afin de se chercher un chef. L'important, et je termine là-dessus, c'est de s'assurer de ne pas tomber dans le piège du gouvernement. Les Canadiens disent non à la TPS et non pas oui à une mesure dont ils n'ont jamais entendu parler. Entre deux maux, on choisit celui qui nous est connu, soit la taxe fédérale de vente actuelle.

• (1800)

Des voix: Oh, oh!

M. Young (Gloucester): En effet, monsieur le Président, car si le NPD veut supprimer la taxe de vente fédérale et la TPS, il va accroître le déficit de 18 milliards de dollars. Les néo-démocrates ignorent probablement que ce serait là le résultat de la mesure qu'ils proposent en définitive, mais c'est pourtant un fait.

Les plus de 600 000 Canadiens qui ont signé les pétitions soumises au greffier de la Chambre ont dit tout simplement non à la TPS et non pas qu'ils allaient souscrire à la solution proposée par le NPD, car cette solution est tout à fait irréaliste.